

INTERGLOBAL

LIBYE

Les Tawerghas exilés dans leur propre pays

Maryline Dumas

Considérés comme kadhafistes, les Tawerghas ont été chassés de leur ville en 2011. Ils avaient annoncé leur retour pour le 25 juin, ils y ont renoncé face aux tensions.

Ville fantôme, Tawergha le restera probablement longtemps. À 50 kilomètres au sud de Misrata, l'ombre de cette ville est visible sur la route longeant la mer qui relie Misrata à Syrte. Les immeubles récents laissent entrevoir un vide : celui de ses habitants. Ceux-ci, réfugiés à Tripoli, Benghazi ou Syrte, avaient annoncé en mai qu'ils rentreraient chez eux le 25 juin. Face aux pressions, ils ont annulé ce retour.

L'histoire de Tawergha ressemble à celle de nombreuses guerres : c'est l'histoire d'une ville qui n'a pas choisi le bon camp, mais a-t-elle vraiment eu le choix ? En 2011, lorsque la révolution éclate, la brigade de Khamis Kadhafi, fils cadet du Guide de la Jamahiriya libyenne, s'installe à Tawergha. La 32e brigade utilise cette ville, spécialisée dans la production de dattes, comme base arrière pour ses combats qui l'opposent aux rebelles de Misrata. Après plusieurs semaines de siège, les révolutionnaires ont pris le dessus en août 2011, grâce à l'intervention de l'Otan. Plus d'un millier de personnes seraient décédées et 4.000 auraient été blessées, parmi lesquelles une majorité de civils selon le Conseil national de transition, organe dirigeant la nouvelle Libye. Vient alors l'heure de la revanche. Le 11 août, les rebelles de Misrata entrent dans Tawergha. Les habitants prennent la fuite. Les bâtiments sont pillés, brûlés, voire détruits. Depuis,

la majorité des quelque 42.000 habitants de Tawergha vit dans des camps à Tripoli et Benghazi. D'autres ont rejoint des proches à Sebha et Syrte.

Viols et meurtres

Du côté de Misrata, on accuse les Tawerghas de viols et de meurtres. Les habitants de la ville rebelle ne sont pas avares pour raconter les atrocités qu'ils attribuent à leurs anciens voisins. Le chiffre de 1.800 femmes violées revient sans cesse, sans qu'il soit possible de le vérifier. « J'ai vu la vidéo d'une jeune femme qui était violée devant son père. Un vieux monsieur faible qui n'a rien pu faire. C'est horrible de faire ça à une personne âgée », raconte Mohamed* avec dégoût. Les histoires de ce genre sont légion, dès que le sujet est abordé avec des Misratis. Mais dans cette société où le viol reste tabou, Mohamed refuse de montrer ces vidéos, même s'il assure en avoir vu beaucoup. Médecins pour les droits de l'homme (Physicians for Human Rights), une ONG américaine, a publié en août 2011 un rapport qui semble donner raison aux Misratis : il est question de civils utilisés comme boucliers humains, d'ambulances attaquées, de tortures, d'enlèvements de personnes âgées et impotentes et de viols sur des femmes dont la plus jeune aurait 14 ans. Le tout est attribué aux kadhafistes.

Chez les Tawerghas, on demande avant tout des preuves. « Les Misratis n'ont jamais fourni de preuve permettant de prouver que des Tawerghas ont violé, tué et pillé. Si c'est le cas, qu'ils donnent les noms et les

preuves, nous remettrons les accusés au gouvernement, car justice doit être faite. Mais tous les Tawerghas n'ont pas à payer pour cela », explique Juma Salem Adem, un représentant Tawergha. Celui-ci reconnaît que les Tawerghas ont soutenu Kadhafi pendant la révolution « parce qu'on [leur] disait que les occidentaux allaient coloniser la Libye, comme en Irak ». Autre son de cloche avec Ali*. Ce Tawergha réfute tout crime des siens : « Il y a peut-être eu des pillages, des vols de voitures, d'or, de bétail. Mais nous sommes de bons musulmans. Je n' imagine pas un Tawergha violer ou tuer. » Ce père de famille aujourd'hui chauffeur de taxi reprend : « Il ne faut pas croire qu'on était avec Khamis Kadhafi. Bien au contraire, on a beaucoup souffert de l'occupation de notre ville par l'armée loyaliste. J'ai dû fuir Tawergha en mai tellement c'était invivable. » Pour balayer les crimes dont ils sont accusés, les Tawerghas en rappellent un autre : le 6 février 2012, l'Académie navale de Jazour, située dans la banlieue ouest de Tripoli et abritant 430 familles tawerghas, est attaquée par des rebelles de Misrata. Sept personnes sont tuées, dont deux enfants.

La vie dans les chantiers

Depuis leur fuite en 2011, les Tawerghas ont trouvé refuge là où ils pouvaient. Les plus aisés louent des appartements. À Syrte, certains squattent les maisons bourgeoises construites par Mouammar Kadhafi pour accueillir ses hôtes de marque. À Benghazi et Tripoli, ils occupent d'anciens chantiers abandonnés par

les entreprises étrangères, ainsi que l'Académie navale de Jazour. Si la vie dans cette dernière est relativement aisée - les Tawerghas vivent dans des petites maisons en bord de mer -, ce n'est pas le cas des autres camps. À Tripoli, le camp de la route de l'aéroport est constitué de préfabriqués qui accueillaient avant la révolution les ouvriers turcs chargés de la construction d'un centre commercial. Aujourd'hui, 300 familles y vivent.

À l'entrée des préfabriqués, l'odeur assaille le visiteur. Un mélange de nourriture, de sueur et d'excréments accentué par la chaleur. Ici, les familles vivent dans des pièces de quelques mètres carrés fermées par un rideau. Soixante-dix personnes se partagent en moyenne une salle de bain et une toilette - une pièce pour les femmes, une pour les hommes - où l'eau courante ne fonctionne pas toujours.

Modam, 17 ans, a de la chance : son préfabriqué a encore de l'eau. Trop, peut-être : un seau récupère l'eau d'un robinet qui ne ferme plus. L'adolescente vit avec onze membres de sa famille dans deux chambres. « J'ai peur, parce qu'il y a des rebelles qui font régulièrement des descentes ici. Et puis, c'est petit, on doit partager les douches, les toilettes avec les autres familles. » La jeune fille rêve de rentrer chez elle, même si sa maison a été détruite. « Je n'ai pas d'amis ici. À l'école, les élèves disent qu'on a violé et tué des gens. Même les professeurs nous rejettent. » Sa voisine sort la tête du rideau qui lui sert de porte. Pour elle, le problème le plus important est l'hygiène : « Les déchets ne sont pas ramassés, mes en-



Faraj, libéré des geôles de Misrata, attend son retour à Tawergha.

PHOTO: MARLYNE DUMAS

fants ont des maladies de peau bizarres. » Autour d'elles, les femmes se rassemblent : toutes étaient prêtes à partir le 25 juin : « Nous savons que ce ne sera pas facile, qu'il va falloir reconstruire. Mais, au moins, on sera chez nous. »

Le retour avorté

Le 7 mai dernier, le conseil des Tawerghas en exil avait fermement indiqué sa volonté d'un retour groupé dans la ville le 25 juin. Les Misratis avaient aussitôt réagi. Une manifestation avait ainsi été organisée le 19 mai. « Ils n'atteindront jamais leur ville parce que nous les attaqueront avec tous les moyens à notre disposition », avait alors annoncé un Misrati au site internet Libya Herald. Ils parlent du 25 juin, mais de quelle année ? », nous avait prédit Khalifa Zway, membre du conseil local. « Ce qu'ils ont fait, même Israël ne le fait pas en Palestine. Qu'est-ce que vous ressentiriez si les personnes qui ont tué votre père, violé votre femme, venaient vivre à côté de chez vous ? », interrogeait le Misrati sans pour autant dire comment sa ville réagirait en cas de retour.

Les Tawerghas comptaient sur une couverture médiatique internationale

et la présence des ONG afin d'éviter tout bain de sang. Mais sans soutien officiel, ils ont finalement renoncé le 23 juin. Trois jours plus tôt, le Premier ministre libyen, Ali Zeidan, affirmait lors d'une conférence de presse : « Les Tawerghas ne doivent pas retourner dans leur ville natale pour le moment. » Demandant aux habitants de rester où ils se trouvent, il a évoqué le « droit de chacun à vivre où il le souhaite en Libye », tout en jugeant qu'« une confrontation entre les deux parties aggraverait la situation ». Le chef du gouvernement libyen a appelé à la patience, estimant la « blessure profonde et ouverte ». Il ne pouvait de toute façon pas agir autrement : auréolé de ses faits de guerre et des souffrances vécues, Misrata est en position de force. Cette ville portuaire créée au VII^e siècle a également récupéré de nombreuses armes lors de la débâcle des troupes kadhafistes.

De toute façon, les organisations internationales ne s'étaient pas non plus empressées de soutenir un retour qui aurait pu être sanglant. « Si les gens se déplacent, nous apportons notre aide, explique Emmanuel Gignac, le chef de la mission de Tripoli. Mais ce retour doit se faire dans la dignité et la sécurité. Or aujourd'hui,

ces conditions ne sont pas réunies. » Des Tawerghas ont tout de même tenté de rejoindre la ville le 25 juin selon Human Rights Watch, qui demande aux autorités d'autoriser ce retour. Une quarantaine de voitures ont ainsi été bloquées à Ajdabiya, à 150 kilomètres de Benghazi.

Une réconciliation difficile

Le seront-elles un jour ? Dans un pays où le système judiciaire n'est pas encore établi, le retour des Tawerghas chez eux pourrait prendre plusieurs années selon le HCR. Ou pas du tout. Au conseil local de Misrata, Khalifa Zway demande au gouvernement libyen de reloger les Tawerghas dans des conditions décentes : « Les Misratis sont même prêts à payer pour construire des immeubles à Benghazi et Tripoli pour les Tawerghas. »

D'autres vont plus loin : « Les Tawerghas ne sont pas de vrais Libyens : ce sont d'anciens esclaves africains qui sont arrivés ici il y a 200 ans », explique Ismaël, un fonctionnaire misrati. « Le gouvernement n'a qu'à les envoyer... » Le quadragénaire, qui s'est battu contre les troupes loyalistes, hésite : « ... pas au Sénégal, car c'est un bon peuple. Au Nigéria. Oui, on a qu'à les envoyer au Nigéria. »

Tribu à la peau plus noire que la plupart des Libyens, les Tawerghas souffrent également du racisme. « C'est aussi une façon de nous repérer », estime un Tawergha. « Quand ils voient des gens à la peau plus foncée, les brigades de Misrata nous arrêtent et vérifient nos papiers pour voir de quelle ville nous sommes. » Les Tawerghas affirment ainsi que près de 1.000 des leurs se trouveraient dans les geôles de Misrata.

Faraj en a fait partie. Ce sexagénaire, libéré en décembre 2012, a rejoint sa famille dans le camp de la route de l'aéroport à Tripoli. « J'ai été fait prisonnier en août 2011. Ils m'ont torturé, depuis j'ai beaucoup de mal à marcher », explique-t-il. Depuis sa libération, il attend un retour qui lui semble de plus en plus lointain. La tristesse que l'on lit dans ses yeux touche Juma Salem Adem.

Le représentant des Tawerghas semble cependant résigné : « C'est la Libye. Ici, les habitants de Zaïoua ne supportent pas ceux de Bani Walid, c'est pareil entre Gharyan et Sebha, Bani Walid et Misrata, Syrte et Benghazi... ». La réconciliation nationale est loin d'être achevée.

*Les prénoms ont été modifiés

